

● (1520)

Depuis l'élection du président Reagan, l'aide militaire accordée à la junte militaire du Salvador s'est régulièrement accrue. Au 3 mars, le gouvernement américain aurait envoyé 54 conseillers militaires au Salvador et accordé une aide militaire de 50 millions de dollars à la junte au pouvoir. Celle-ci a mis à profit ces contributions, qui comprenaient des armes de combat, en abattant encore plus de paysans, en dynamitant plus d'établissements de l'Église catholique et en assassinant plus de syndicalistes. Les opérations militaires lancées par la junte contre la population, surtout dans les régions rurales, ont incité des milliers de gens à abandonner leur foyer et à devenir des réfugiés. Les diverses églises ont créé sept camps dans les principales villes où plus de 3,000 personnes se sont réfugiées. Dans les pays voisins, le nombre des réfugiés croît chaque jour. C'est ainsi qu'au Honduras, on estime leur nombre à près de 10 000 et au Costa Rica, il y en aurait 3 000. Il est par ailleurs impossible de savoir combien il y en a au Guatemala.

Au lieu d'aider ce régime, tous les démocrates et tous les États démocratiques, dont le Canada, devraient le condamner en bloc et effectuer des pressions au niveau international pour ramener la paix et la démocratie dans ce pays agité.

Malheureusement—je dis bien malheureusement—en raison de la nouvelle politique américaine, le Salvador n'est qu'un infime élément de la politique étrangère du président Reagan. M^{me} Jean Kirkpatrick, nouvel ambassadeur américain auprès des Nations Unies, a tenu dernièrement un raisonnement pour le moins inquiétant. Dans un article intitulé «Dictatures et justice», elle justifie les dictatures de droite de la manière suivante—je cite:

Les dictateurs traditionnels... ne dérangent en rien les habitudes de travail et de loisir, la vie de famille ou les relations personnelles. Le malheur quotidien de la vie traditionnelle étant devenu une habitude, la population s'en accommode...

Elle dit ensuite, pour expliquer sa préférence pour les dictatures de droite par rapport à celles de gauche—je cite encore:

Il n'existe aucun exemple d'un pays «socialiste» révolutionnaire ou communiste qui ait évolué ensuite vers la démocratie; et la différence de certaines dictatures de droite qui, avec le temps...

Malheureusement, l'histoire contredit les idées théoriques de l'ambassadrice. En réalité, l'histoire des régimes de droite en Amérique latine prouve le contraire, comme elle devrait le savoir d'ailleurs. Somoza a régné pendant plus de 45 ans. Le Salvador a connu un régime militaire pendant plus de 50 ans, comme je viens de l'indiquer.

Contrairement à ce qu'elle avance, ce qui a toujours caractérisé ces régimes et les régimes semblables d'Amérique latine, c'est loin d'être la recherche de la démocratie mais plutôt la répression systématique des simples citoyens et des partisans des libertés civiles qui cherchent à instaurer la démocratie. Voilà quels sont les faits, quoi qu'en dise l'ambassadeur. Le seul équivalent que je connaisse à cette apologie américaine des régimes de droite d'Amérique latine, ce sont les attaques perfides menées par la Pravda contre le mouvement Solidarité en Pologne. Ce sont des campagnes semblables.

Ceux d'entre nous qui croient dans la démocratie ne peuvent se leurrer au point de préférer la répression de gauche à celle

El Salvador

de droite. Réprimer c'est réprimer, et je m'inquiète que la nouvelle administration américaine s'apprête à engager une campagne de propagande, dans le cadre d'une nouvelle politique étrangère, pour appuyer d'une manière concrète, des régimes de droite. L'aide des États-Unis à la junte du Salvador me paraît être la confirmation d'une nouvelle politique étrangère totalement contraire aux louables engagements, même s'ils n'étaient pas parfaits, du Président Carter vis-à-vis des droits de la personne.

Une nouvelle parue hier dans le *Times* de New York illustre bien cette nouvelle orientation de la politique étrangère américaine. Voici ce qu'on peut lire dans le premier paragraphe non pas d'un éditorial mais d'un article figurant à la page 6 du journal:

L'administration Reagan s'applique à resserrer ses relations avec les régimes militaires de droite en Amérique du Sud en invitant les dirigeants militaires du Chili et du Brésil et, dans quelques jours, ceux de l'Argentine.

Voyez ce que disait Robert E. White, ancien ambassadeur des États-Unis au Salvador, au sujet de l'aide militaire à ces régimes de droite. Il disait ceci:

Dans la mesure où vous favorisez une solution militaire au Salvador, il vous faudra appuyer des groupes d'hommes que l'on compte parmi les plus insensés, les plus violents et les plus sanguinaires du monde.

L'ambassadeur nous avait prévenus que ce genre d'entreprise contribuerait justement à renforcer l'autoritarisme de gauche. Il a qualifié de «désastre» cette nouvelle attitude de l'administration Reagan. M. White, ancien ambassadeur américain au Salvador, a raison. Conjointement avec le monde libre, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour aider les Salvadoriens, et non pas appuyer ceux qui les tyrannisent.

Monsieur l'Orateur, je passe immédiatement à la position du gouvernement du Canada, et je serai bref. Je pourrais discourir longuement sur les positions importantes adoptées par notre gouvernement sur cette très importante question morale et pratique de politique étrangère. Cependant, je me bornerai à dire que le gouvernement est passé de l'acquiescement à la désapprobation tempérée.

Au nom de mes collègues, j'aimerais dire au gouvernement du Canada que le temps est certainement venu d'envoyer un message public et non équivoque à la nouvelle administration américaine, message qui traiterai des points suivants: premièrement, personne de l'extérieur du Salvador ne devrait intervenir par la force des armes dans l'horrible guerre civile qui s'y déroule, car c'est aux habitants de ce pays troublé que revient le soin de décider de leur propre sort; deuxièmement, en particulier les États-Unis, là où est née la première démocratie populaire du monde, ne doivent pas appuyer militairement des régimes répressifs comme celui qui existe au Salvador; finalement, avec une attitude constructive, au lieu d'acquiescer ou de critiquer légèrement, le Canada devrait offrir ses services et se joindre aux autres pouvoirs secondaires comme le Mexique afin de jouer le rôle de médiateur et d'aider à rétablir la paix et la démocratie au Salvador.

L'heure n'est plus aux hésitations. Le temps est venu de prendre l'initiative afin de restaurer la paix dans ce pays en difficulté.